

Proposition de Session au Congrès trisannuel de l'Association internationale de géographie francophone (AIGF), Dakar, novembre 2026

Fatoumata COULIBALY

Maîtresse de Conférences à

l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)

Membre du Laboratoire Mixte International – MACOTER

Coulifatou85@gmail.com

Titre de la Session :

Femmes africaines dans une société d'hommes :

Espaces contraints, habilité sociale et formes d'émancipation

Depuis plus de vingt ans, de nombreuses études (Hesseling G. et Locoh T., 1997 ; Gomes-Perez, 2018 ; Guetat-Bernard) analysent les rapports de genre dans leurs relations, et la construction des pratiques sociales (économique, culturelle voire identitaire) des femmes pour s'émanciper, que ce soit par des stratégies individuelles ou des mobilisations collectives. Si les politiques de développement des années 1960 ont porté leurs efforts sur le rôle reproductif des femmes, cette situation change dans la décennie suivante, avec la prise en compte de leurs rôles productifs, notamment dans l'agriculture (Boserup, 1970). Conséquences indirectes de la globalisation, la transformation des rapports économiques et sociaux ouvre de nouvelles perspectives aux femmes, à commencer par leur mobilité de la campagne vers la ville, de leur travail domestique à une activité économique, de leur influence sociale à leur rôle politique, de leur affectivité à leur créativité. Tous ces changements concourent à leur donner une place de plus en plus importante dans la société, laquelle ne relève plus seulement de leur statut féminin.

D'un point de vue politique, les deux conférences mondiales du Caire en 1994 et de Beijing en 1995 ont mis un accent particulier sur le principe de l'égalité hommes-femmes, tout en prônant *l'empowerment*, le pouvoir d'agir en tant que tel (Bacqué et Biewener, 2013), et le changement des rapports sociaux de sexe. Cette dynamique continue dans les années 2000 avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), devenus plus tard Objectifs du Développement Durable (ODD), qui accordent une place prépondérante à la promotion des femmes à travers l'égalité des sexes, l'autonomisation (ODD-5) et la fin de toutes formes de discriminations à l'égard des filles et des femmes.

Pour autant, les normes traditionnelles et religieuses continuent de contraindre les femmes, qui sont en permanence dans une négociation pour avoir des espaces d'autonomie. En effet, cette situation, que l'on justifie généralement par la tradition ou le corpus religieux, persiste et postule une subordination des femmes allant souvent de pair avec leur exclusion de la sphère publique, en particulier politique qui est réservée aux hommes. Dans, ce paradigme du patriarcat, le mariage et la maternité sont considérés comme la principale, sinon la seule voie pour que les femmes, espèrent acquérir un vrai statut et une reconnaissance sociale.

Cette session se propose d'interroger la singularité des femmes, au-delà des contraintes qui les conditionnent socialement, à travers leur capacité à prendre des initiatives multiples, à formuler des stratégies d'assertivité (Wolpe, 1958), d'agentivité et de subjectivation. Partant, il faut interroger ce paradoxe, où l'agilité sociale que les femmes déploient au quotidien se

traduit généralement par une promotion sociale, c'est-à-dire une autonomie – au Mali, dans la langue véhiculaire qu'est le bamanankan, on utilise ici le terme *yèrèta*, qui signifie littéralement « se prendre soi-même [en charge] » –, et non une émancipation de soi.

C'est dans cette oscillation entre autonomie possible et émancipation proscrite que l'on analysera la manière dont les femmes transforment leurs prérequis sociaux que sont la dépendance (au père, à l'époux, à l'ainée, à Dieu...) et la soumission qui l'accompagne, ce que l'on appelle au Mali *jonya*, terme qui signifie étymologiquement « esclavage » et qui prend ici le sens de « soumission sociale ». Comment composent-elles avec un tel prédicat pour devenir « quelqu'un », c'est-à-dire une personne à part entière et non pas seulement une fille, une épouse, une vieille femme ? Comment appréhendent-elles et négocient-elles leur « singularité de genre » (*musoya*), mais aussi leur individualité ? Comment s'inscrivent-elles dans le processus d'individuation, de transformation sociale qui est par ailleurs rejeter au profit des bénéficiaires de la dette sociale (gérontocratie) et de la responsabilité morale et juridique (patriarcat) ? Quelles ressources disposent-elles pour le faire ? Quelles stratégies d'agentivité et de résilience déploient-elles pour sortir de la sphère qui lui est socialement dédiée, cet espace féminin que les Maliens nomment *sutura* (terme d'origine arabe qui signifie « caché, dissimulé ») et qui constitue ce que nous appellerons ici un « espace contraint » ?

La session proposera d'analyser la question des espaces contraints, de l'habilité sociale et des formes d'émancipation féminine. Non pas dans leur formulation universelle, perçue comme un diktat des valeurs occidentales, mais au contraire dans leurs logiques contextualisées, socialisées. La question du comment être une femme africaine dans une société d'hommes ne peut faire sens et avoir une intelligibilité sociale qu'en la rapportant aux pratiques réelles et non aux seules idéologies. C'est en s'appuyant sur l'observation des initiatives fines et complexes des femmes dans la construction de leur individuation, que des approches historique, sociologique, géographique, littéraire permettent d'analyser ces espaces pluriels dans lesquels les femmes développent leur autonomie économique, leurs responsabilités sociales et leur accès à la prise de décision collective au plus haut niveau social.

La session sera structurée par des interventions de doctorants et de professeurs offrant des éclairages complémentaires à la question (proposition provisoire) :

- **Fatoumata Coulibaly** : L'émancipation négociée : de la servitude conjugale à l'autonomie sociale des femmes en Afrique
- **Fatoumata Keita** : L'activisme politique et citoyenne des femmes maliennes dans le combat pour l'égalité de droits de 1970 à 2011.
- **Issouf Binaté** : S'approprier les savoirs religieux musulmans pour s'affranchir de la tutelle masculine : la religion comme ressource d'émancipation féminine.
- **Abdoul Aziz Bah** : Le divorce dans la commune rurale de Gavinané : une émancipation sociale en question ?
- **Issouf Coulibaly** : Nouvelle génération, nouvelle forme de militantisme politique « au féminin » ?